

Note aux élus de la circonscription – juin 2015

25 mai 2015

Pour beaucoup de Français, la Pentecôte se sera traduite par trois jours de repos. Samedi aura été pour moi une journée très longue commencée à 8 heures du matin avec le bureau de la communauté de communes et retour à domicile à minuit. Entretemps, j'aurai vécu toute la palette de la vie du maire et du député.

Dimanche, jour rare, je suis resté chez moi. Le matin, j'ai tondu la pelouse et taillé les bordures. L'après-midi, j'ai relu le volet environnemental du PLU de Molsheim, le compte-rendu du dernier conseil municipal, le compte-rendu du bilan parlementaire, quelques articles de presse que j'avais sélectionnés. Bref, après-midi de travail au calme.

Tous les lundis de Pentecôte, je vais à Brad'Bruche à Urmatt. Le soir, finale de la coupe du Crédit Mutuel, remise des coupes et discours. Pour beaucoup, les Ponts sont des moments de repos, pas forcément pour les élus.

26 mai 2015

Couché à minuit, debout à 4h45, je reprends pour une fois l'avion pour revenir à l'Assemblée. Au fond de moi, je me dis que si personne n'utilise la ligne aérienne, il ne faudra pas pleurer quand elle fermera. J'en conviens, le train est plus pratique et plus confortable pour le travail comme pour le sommeil.

8h40 : arrivée au bureau. J'en profite pour pilonner mon attaché parlementaire de remarques, observations, travail, demandes de courriers. Le temps est rare et le travail réel. Dans mes courriers, je vois un mail qui me fait bonheur : l'administration des TAAF autorise la venue de sept parlementaires sur l'îlot de Tromelin au mois de décembre.

10h30 : je participe à la réunion hebdomadaire des députés proches de Jean-François Copé. De toute évidence, le cercle s'est restreint, même s'il n'est pas ridicule. L'homme a toujours foi en son avenir. Je sais qu'il n'est pas populaire dans l'opinion publique, c'est son courage et sa capacité à résister à l'épreuve qui me le rendent sympathique.

11h : Réunion de groupe. Comme très souvent, Nicolas Sarkozy est là. Il nous parle du nouveau parti et se livre à une magistrale analyse de la situation au Moyen-Orient. Je discute longuement avec ma collègue de Metz : Marie-Jo Zimmerman. Parmi les députés de Champagne et de Lorraine, elle est l'une des rares à avoir compris la douleur des Alsaciens et à avoir exprimé ses doutes.

2 juin 2015

Hier soir, j'ai été intronisé membre de la confrérie de la véritable flammekueche d'Alsace. Soirée très agréable au terme d'une journée particulièrement chargée. J'ai enfin pu me coucher à 1 heure 30 pour me relever à 4 heures 45.

Comme souvent pendant le temps du déplacement, je dors un peu et lis les journaux. Dans les DNA, je vois un grand titre : « *Fin du gang des Géorgiens : 22 membres d'une organisation criminelle géorgienne ont été interpellés à Strasbourg* ». Etrangers dans notre pays, ils ont terrorisé de très nombreux concitoyens. N'est-il pas temps d'arrêter d'être angélique face à certaines formes d'immigration ?

Dans le Figaro, je découvre un chiffre hallucinant : il y a, dans le pays, 1 700 djihadistes, plus de 50 dans le Haut-Rhin, plus de 50 dans le Bas-Rhin. A qui la faute ?

Dans Libération, je vois une courbe du chômage. Depuis que François Hollande est président de la République, il y a en France 641 000 demandeurs d'emploi de catégorie A en plus. Quel échec et que de mensonges lorsqu'il s'agissait de casser l'ancien président qui, en termes de croissance et d'emploi, avait des résultats autrement moins dramatiques. Dans Libé, je lis un article concernant l'ancien ministre Thomas Thévenoud, qui avait oublié de payer ses impôts, et qui va faire, après avoir remboursé, l'objet d'une poursuite en justice. Dans l'interview, il dit qu'un seul député le salue encore. Nous sommes membres de la même commission : je condamne ce qu'il a fait, je regrette qu'il n'ait pas démissionné mais désormais je le saluerai : car si la faute morale reste grande, l'homme s'est mis en conformité avec ses devoirs.

10h : dans l'hémicycle, j'ai obtenu cette semaine une question orale sans débat au gouvernement. J'ai choisi de poser une question sur l'autoconsommation électrique. Le sujet a à peine été évoqué dans la loi sur la transition énergétique, pourtant elle me paraît essentielle. Je pose aussi cette question car j'avais évoqué le sujet durant la campagne des élections législatives. Elu, il m'appartient d'assurer un service après-vente... Je suis juste un peu déçu : j'ai posé la question à Ségolène Royal, et c'est son secrétaire d'Etat aux transports, Alain Vidalies, qui me répond, correctement d'ailleurs.

10h30 : je vais voir Jean-François Copé dans son bureau pour une petite réunion avec quelques collègues. Il est plein d'espoir quant aux aléas des enquêtes en cours. Son retrait des projecteurs de la vie politique lui permet de réfléchir à moult sujets dont il nous entretient.

11h15 : réunion de groupe où, comme à l'accoutumée, est présent Nicolas Sarkozy. Deux jours ont passé depuis le congrès de fondation des Républicains. Une fois de plus, le président est cash, clair, et sans ambiguïtés. Au cours de ce bureau, une ovation est réservée à Eric Woerth qui, au terme de cinq ans de procédures et « d'exécution » médiatique, vient d'être blanchi par la justice. Avoir été trainé dans la boue pendant 60 mois avant de voir son honneur rétabli souligne quelques dysfonctionnements de notre démocratie et de notre système judiciaire. Je pense aux parents d'Éric Woerth, que j'ai vus souffrir, puisque j'ai eu l'honneur de les rencontrer, sachant qu'ils possèdent une résidence secondaire à Heiligenberg. Au plus fort de l'affaire, leur vie était devenue souffrance face à ce torrent de boue, de haine et d'injustice.

Après le déjeuner, surprise. Je tombe dans la rue de l'Université sur Laurent Wauquiez, qui décroche d'un panneau indicateur un vélo d'une autre époque. Je fais le pari que l'on verra un jour ce vélo à la télé...

19h : réunion des députés alsaciens au siège de l'AG2R La Mondiale. Des Alsaciens de Paris sont présents pour cette soirée où les maires de Colmar et de Sélestat, avec leurs architectes respectifs, nous présentent les projets d'extension du musée Unterlinden pour le premier, de la bibliothèque humaniste pour le second. Très belle soirée pour deux projets magnifiques. A la sortie de la salle de réunion, nous sommes invités à un moment de convivialité. Straumann ayant demandé une salle pour nous réunir entre parlementaires en présence du nouveau président du conseil départemental du Bas-Rhin, nous sommes conduits dans des salles de réception où nous pourrions travailler discrètement. Après la réunion, nous sommes cinq à revenir à pied vers l'Assemblée Nationale dans la joie et la bonne humeur. Le travail n'exclut pas de bons moments de convivialité.

3 juin 2015

A 15h, la séance de questions au gouvernement est remplacée par une intervention du roi d'Espagne Felipe VI. Ce dernier s'exprime dans un français parfait et prononce un discours dont chaque mot a été soupesé. Une très chaleureuse ovation lui est réservée par les députés de toutes obédiences. Le mot d'accueil a été dit par Claude Bartolone, président de l'Assemblée, dont le discours était empreint de cordialité. Mais beaucoup ont été surpris qu'il ait pu dire que l'Espagne a donné le Judaïsme de Maïmonide ou l'Islam d'Averroès à l'Europe sans même citer sa tradition catholique.

Après les discours, temps de réception dans les salons de l'Hôtel de Lassay. Les députés se voient proposer de saluer le roi Felipe et la reine Letizia, ce qui permet de faire des photos de chacun en posture officielle. Je trouve tout cela un peu risible et je vois des Républicains éperdus ayant pour objectif de se pavaner à côté du roi... Avec quelques députés, nous faisons des photos sous les drapeaux français et espagnol : je demande à un député socialiste de prendre la photo, ce qu'il fera avec gentillesse.

En revenant vers mon bureau, je tombe sur mon collègue député socialiste et ami de jeunesse qui m'indique que sa décision est prise : il ne se représentera pas aux prochaines élections et quittera la vie publique. Je sens chez lui beaucoup d'amertume, notamment sur tout ce qui se passe dans sa famille politique.

A Orly, dans la salle d'embarquement, je tombe sur le député André Chassaigne. Nous nous reconnaissons, même si nous n'avions jamais discuté ensemble. André Chassaigne est un député communiste de la ruralité, élu dans le Puy-de-Dôme. Nous avons suivi ensemble la loi de réforme de la SNCF avec des opinions contraires. Mais j'apprécie chez cet homme son côté rural et très humain. Discussion amicale entre collègues que tout devrait opposer.

9 juin 2015

Je suis rentré hier soir à 23 heures de la mairie et quand le réveil sonne à 4h45, je trouve que cela est bien tôt. Malgré des délais réduits à l'extrême, je sors quelques instants dans le jardin et vois le jour se lever. Je trouve les oiseaux au petit matin extrêmement bruyants.

Dans l'avion, je rencontre un des personnages de notre territoire, jeune retraité. L'homme a décidé de reprendre des entreprises. Il a désormais 233 emplois dans les structures qu'il a rachetées. Il me fait part d'une évolution que je n'ai pas mesurée : dans plusieurs textes, le monde de l'entreprise est balayé ou voit son image réduite au profit notamment du monde environnemental, souvent représenté par des professionnels aguerris mais excessifs. Il s'agit de bouleverser l'équilibre par de nouveaux experts qui ont un pouvoir considérable et c'est ainsi, dans le silence, que petit à petit la face de la France change. En lisant le journal, je vois que dans le cahier régional, un article est dédié à Philippe Bies pour ses trois ans de député. Force est de constater que l'on est mieux traité lorsqu'on est député socialiste dans notre grand quotidien régional. Je lisais l'autre jour une statistique : les DNA vendent encore 156 000 exemplaires par jour. C'était plus de 220 000 il y a quelques années seulement...

15h : Questions au Gouvernement. Je pose ma 5^{ème} question depuis que je suis député et j'ai choisi de parler du chômage et de la croissance. La tournure est évidemment politique, c'est l'exercice qui veut cela. Cela dit, pour préparer cette question, je lisais des éléments statistiques mais aussi le classement des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D, E. Poser une question, c'est aussi une obligation de travail et un moyen de s'enrichir intellectuellement.

Le groupe m'a bien traité, je suis le troisième intervenant, au moment où l'audience télé est la plus forte. Comme d'autres, je taquine gentiment Manuel Valls qui vient de faire une faute politique majeure : du congrès socialiste à Poitiers, il est allé à Berlin par avion de la République pour aller voir la finale Barcelone-Juventus et ce, avec deux de ses enfants. Qui plus est, pour justifier ces dépenses, lui et le président ont engagé un argumentaire basé sur le mensonge de soi-disant réunions à Berlin... Ce matin en groupe, des députés étaient très partagés entre ceux qui voulaient attaquer et ceux qui souhaitaient glisser sur le sujet. Mais chacun se souvient de la cruauté avec laquelle tous les ministres de droite ont été agressés dès le moindre faux-pas. Lors d'une séance, Eric Woerth avait été interrogé par tous les députés socialistes de la manière la plus destructrice qui soit avant d'être innocenté cinq ans après.

Au final, le groupe a décidé de ne pas poser de question à ce sujet, mais le juge Marsaud demande néanmoins que chaque intervenant fasse une petite allusion à l'affaire. Je ferai donc une allusion à Berlin sans plus de cruauté avant d'aborder la croissance atone et le million de chômeurs dont la gauche vient de faire cadeau à la France. Honneur suprême, c'est le premier ministre lui-même qui me répondra, non pas sur Berlin mais sur les résultats de la gauche, éludant tous leurs échecs et promettant des lendemains radieux.

16 juin 2015

Retour à l'Assemblée Nationale après un week-end complet où on n'a cessé de me parler de mon visage apparu sur toutes les chaînes de télé suite à la question posée au Premier Ministre.

Je suis même passé au Petit Journal de Canal +, ce que j'ai trouvé plutôt sympathique et qui fait naître des réactions très diverses parmi les gens que je rencontre.

14h : Monsieur Christian Daviot, chargé de mission stratégie à l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information vient pour me présenter son agence et la mission de cyberdéfense qu'elle porte. L'entretien est vraiment très intéressant et instructif. Je m'imaginai à peine à quel point ces sujets pouvaient être essentiels pour la sécurité et l'avenir de la nation.

15h : les Questions au Gouvernement se déroulent selon le « ronron » habituel : questions pré-écrites pour la gauche, questions destinées à mettre en difficulté le Gouvernement pour la droite. Pic d'émotion lorsque Thomas Thévenoud, ancien ministre ayant démissionné pour avoir oublié de payer ses impôts, prend la parole. Le ministre qui lui répond prend le soin de souligner qu'il est député non-inscrit. Cela est un peu lâche et la bronca qui suit dans tous les rangs n'est pas très agréable. Lors de ces questions, j'écoute avec attention celle, magnifique, de Philippe Folliot, député UDI du Tarn, sur la ruralité et le sentiment d'abandon qui l'assaille. Rarement collègue n'a trouvé des mots aussi justes.

L'actualité du jour repose sur le fait que le Premier Ministre a décidé d'utiliser l'article 49-3 pour faire passer en deuxième lecture la loi Macron. Celle-ci a encore grossi et compte désormais plus de 400 articles. N'étant pas sûr de sa majorité, Manuel Valls utilise l'arme nucléaire de la Constitution. Chose nouvelle, le texte présenté ne fera l'objet d'aucun débat en séance, ce qui paraît-il, est unique sous la Vème République.

Après les questions, une pause de 5-10 minutes est traditionnellement respectée. Le groupe des Républicains avait décidé de faire un rappel au règlement. Resté dans un hémicycle totalement désert avec trois collègues, je vois soudainement le président de l'Assemblée Nationale et le Premier Ministre entrer très discrètement. Le Président monte au perchoir, annonce que la séance est ouverte et donne la parole au Premier Ministre. Contrairement à la tradition, la reprise de séance n'a pas été annoncée par un coup de sonnette. Très rapidement, le président de notre groupe, Christian Jacob, arrive dans l'hémicycle et demande la parole. Bartolone lui répond, la bouche en cœur, que le Premier Ministre ayant commencé son discours, il ne pouvait l'interrompre.

D'un commun accord, les députés républicains qui étaient revenus quittent l'hémicycle éccœurés de ces méthodes minables. En sortant, je n'hésiterai pas à apostropher le président en lui disant que de telles méthodes sont des méthodes de bandits. En tout cas, elles sont dépourvues de toute forme de dignité.

17 juin 2015

Programme agréable aujourd'hui : je suis invité tous les deux ans à visiter le Salon du Bourget par l'entreprise Messier-Bugatti. Depuis des années, ils invitent le député et le maire de la ville. Cette année, pour la première fois, je suis seul : Alain Ferry n'est pas avec moi.

Cette visite me permet de me rendre sur le stand de Safran, d'y découvrir les produits récents, les nouveautés qui contribueront à faire évoluer l'industrie aéronautique. C'est Richard Bresch, directeur du site, qui m'accueille chaleureusement comme toujours. Les démonstrations en vol sont impressionnantes : l'A 380 « la Baleine des airs », le Rafale

frappant de puissance et d'agilité, l'A 400M, avion de transport militaire européen, qui a besoin de rassurer après le crash récent en Espagne.

Outre le stand de Safran, nous avons parcouru le secteur « aéro-Alsace » qui regroupe des entreprises alsaciennes de toutes tailles, sous-traitantes de l'industrie aéronautique. Porté par la Chambre de Commerce et d'Industrie, ce projet est une réussite, il fait plaisir à voir.

Au salon du Bourget, je suis épaté de voir à quel point la technologie évolue rapidement. Partout, des imprimantes 3D qui permettront de produire des pièces destinées à l'aéronautique se généralisent. De nouvelles technologies en remplacent d'autres : on est soit dans la course, soit spectateur d'un monde qui change.

Le soir, retour en Alsace. Il me faut aller du Nord de Paris au Sud, à Orly, à l'heure où toutes les autoroutes sont bouchées. Anticipant le fait, j'avais réservé un taxi-moto : 40 minutes à filer entre les colonnes de voitures et de poids-lourds, à zigzaguer entre rétroviseurs de gauche et de droite, à essayer d'éviter les gens qui changent de file sans mettre leurs clignotants ou simplement accaparés par leur téléphone portable. C'est assez soulagé que je suis descendu de la moto mais en cas de besoin, c'est un moyen très efficace pour gagner du temps. Avant de prendre l'avion, je m'achète mon Nième sandwich au jambon. J'arriverai ce soir après 22 heures à la maison. J'ai toujours bien aimé les sandwiches, mais là, de temps en temps, je trouve qu'il y en a trop.

18 juin 2015

Vote de la motion de censure. Le matin, j'appelle le groupe depuis la mairie. Mon objectif était de donner une procuration pour qu'un collègue puisse voter pour moi. Et là, catastrophe. Le groupe me demande de revenir sur Paris puisque beaucoup de députés sont rentrés en circonscription, n'attendant pas le jeudi soir pour voter la motion de censure que le bureau de l'Assemblée Nationale a placé de manière à ne pas nous faciliter la vie. Comme lors de la première censure à l'occasion du premier 49-3 sur la loi Macron, un collègue avait eu l'obligeance d'accepter ma procuration, c'est à mon tour de retourner à Paris. J'essaie donc de faire le maximum le matin en mairie et pour le cabinet parlementaire. A 13h15, direction la gare de Strasbourg. Je serai de retour à 21h50, le tout pour 35 minutes à l'Assemblée, le temps de voter.

A l'heure de l'informatique, laisser une heure aux députés et les obliger à se déplacer physiquement, est simplement ridicule. L'Assemblée fonctionne comme au XIXème siècle pour régler les problématiques du XXIème siècle.

Cela dit, moment de bonheur. Au retour, je rencontre par l'intermédiaire de Sophie Rohfritsch, ma collègue députée, un chercheur naturaliste qui s'est rendu plusieurs fois aux Kerguelen ainsi qu'en Terre Adélie. Moment passionnant pour moi. Au cours de la conversation, il souligne que tous ses travaux, ses recherches, ses publications paraissent en anglais et qu'il est essentiel que l'apprentissage des langues soit soutenu, valorisé dans notre beau pays. Le débat de ces dernières semaines sur les classes bilangues et le soi-disant élitisme de certaines sections dénoncé par la ministre de l'Education Nationale en prennent un sacré coup derrière les oreilles. Madame la Ministre des Universités devrait rencontrer des scientifiques...

24 juin 2015

Ce matin, après la commission du développement durable, je réunis pour la neuvième fois mon petit groupe d'études Arctique, Antarctique et Terres Australes. Nous auditionnons Monsieur Yves Frénot, directeur de l'Institut polaire Paul-Emile Victor. Surprise ce matin : trois sénateurs nous ont rejoints pour une conférence de très grande qualité. Nous parlons recherche, coopération internationale, mais aussi restriction budgétaire, protection de l'environnement et géostratégie. Ce petit groupe est pour moi un vrai bonheur. Le travail y est décontracté, dépolitisé, et le tout est intellectuellement enrichissant.

25 juin 2015

20 ans : cette journée est pour moi un peu exceptionnelle. D'abord, parce que ce matin vers 10h30, cela fera 20 ans que j'ai été élu maire de Molsheim. Il y a 20 ans, j'étais l'un des huit maires de moins de 40 ans à la tête d'une ville de plus de 5 000 habitants en France, et le seul en Alsace.

20 ans après, je suis ce que l'on appelle un notable et même un cumulard. J'ai acquis beaucoup d'expérience et mené tant de combats : réalisé le contournement de Molsheim, créé notre communauté de communes, créé des zones d'activité, construit des bâtiments. J'ai deux fiertés : celle d'avoir énormément travaillé et celle d'avoir obtenu neuf fois la confiance de nos concitoyens, dont huit fois au premier tour (deux fois en tant que suppléant d'Alain Ferry, mon prédécesseur).

- Il y a une chose que je ne comprends toujours pas : la lourdeur et la complexité juridique qu'impose le droit français pour réaliser le moindre dossier. Cela est source d'une gabegie phénoménale d'argent public.
- Il y a une chose que j'ai apprise : c'est qu'il peut y avoir des débats, des tensions pour le portage d'un dossier, mais une fois celui-ci réalisé, tout s'efface et disparaît dans le silence de nos salles de réunion.
- Il y a une chose qui m'a marqué. J'ai rencontré tant de gens investis dans la vie publique par le biais communal ou associatif qui ont disparu. Il en reste une discrète mais réelle peine.
- Il y a enfin une conviction profonde en moi : celle de toujours aimer la fonction de maire et de toujours rêver à des projets nouveaux pour changer la ville, la faire avancer. Et ce petit moteur reste essentiel à mon engagement.

Sous la mer : la deuxième raison pour laquelle cette journée est exceptionnelle, c'est parce que cette nuit, je dormirai sous les eaux de la Méditerranée, dans un Sous-marin Nucléaire d'Attaque (SNA) de la Marine Nationale.

Départ de l'Assemblée, métro, RER, OrlyVal, Air France puis arrivée à Toulon où je rencontre le Sénateur Louis Nègre qui sera mon compagnon de voyage. La Marine Nationale nous a envoyé un jeune marin pour nous mener à l'Arsenal. Discussions intéressantes dans la

voiture : ce jeune soldat pétri de valeurs nous disant qu'il ne comprenait plus l'évolution de notre société.

Arrivés à l'Arsenal, nous sommes reçus par le Capitaine de Vaisseau Meunier, commandant de l'escadrille des sous-marins. Nous y rencontrons aussi Monsieur Martinot-Lagarde, directeur de programme des Barracudas, la prochaine génération des sous-marins français. Nous serons accueillis tous les quatre à bord du Rubis, l'un de nos 6 SNA.

Première inquiétude pour moi : je sais que nous serons habillés par la Marine d'une tenue de sécurité qui me sera remise dès mon arrivée. Disposeront-ils d'une taille pour « beau bébé » sachant que les sous-marinières ont pour caractéristique d'être peu épais. Je suis très vite rassuré sur le sujet. Rapidement, nous allons à quai où nous voyons une petite embarcation nous attendre. Nous traversons la rade, saluant le Charles de Gaulle et de très nombreux autres bâtiments dont un Mistral. A ma surprise, nous partons vers le large, au bout d'une bonne trentaine de minutes, le sous-marin fait surface. Nous accostons, grimpons à bord en nous agrippant à un bout. Première difficulté : nous montons vers le kiosque du sous-marin. Le conduit est extraordinairement étroit : je me cogne gaillardement tibias et genoux aux échelles.

Première surprise c'est la jeunesse : le commandant a 35 ans, l'équipage a 27 ans de moyenne d'âge. Cela dit, je découvrirai au cours des heures à venir leur niveau de concentration et leur professionnalisme qui m'inspireront totalement confiance. Descente dans le sous-marin, puis immersion de celui-ci. Nous avons suivi les opérations depuis le poste de commandement : le périscope est équipé d'une caméra qui nous a permis de voir à l'écran la plongée du bâtiment. Cela me fait un drôle d'effet mais j'observe à cet instant les visages des militaires : aucun signe d'inquiétude. Dès lors, pourquoi le serai-je, puisqu'ils ne le sont pas ?

Pendant plus de six heures, nous visiterons le bâtiment d'une extrémité à l'autre. Contact agréable avec les marins, très accueillants. Transparence et clarté de l'ensemble de nos interlocuteurs qui ont répondu honnêtement aux dizaines de questions que nous leur posons.

A l'avant du sous-marin, il n'y a ni bruits ni vibrations. Le tout grâce au réacteur nucléaire, bien plus discret qu'un moteur diesel. Bien que le bateau soit ancien, il m'a inspiré totalement confiance. A un seul moment, j'ai été un peu inquiet : c'est lorsque nous sommes passés par la zone des machines dite zone contaminée dans laquelle on accède par un sas constitué de deux portes blindées, totalement étanches. Je crois avoir formé le vœu que les portes ne coïncident pas.

D'un point de vue logistique, nous avons bénéficié d'un excellent repas au carré des officiers, dans un espace particulièrement restreint. Je revois la cuisine, où le chef fait des miracles sur 4 m² : les congélateurs étant placés sous ses pieds. Nous avons navigué en moyenne à -55 mètres, nous avons fait une plongée à -300 mètres pour laquelle nous avons pu mesurer l'inclinaison du bâtiment. En nous enfonçant profondément, nous n'avons ressenti aucune différence, sinon noté les craquements provoqués par la pression de l'eau sur la coque. Au moment de nous coucher, je rejoins une couchette qui propose un espace de 43 cm avec la couchette du dessus. Comme la couchette n'est pas ouverte sur toute la longueur, j'ai un peu l'impression de devoir me plier en 4 pour entrer dans une boîte. J'y dormirai pourtant confortablement. Le lendemain, petit-déjeuner, discussions avec l'équipage puis le bâtiment fera surface. Nous attendrons notre petite embarcation de transfert, puis retour à Toulon.

Arrivé au bureau du capitaine Meunier, je prends une douche dans une pièce à côté de celui-ci, pièce dotée d'un immense lit. L'histoire est un peu particulière : lors de la présidence de de Gaulle, la France a perdu deux sous-marins. Pour montrer sa solidarité, le Général est venu à Toulon, a dormi dans la base et pris sa douche là où j'ai l'honneur d'en faire autant...

J'ai beaucoup d'admiration pour ces marins et pour le travail qu'ils font au service de la sécurité du pays. J'ai surtout le sentiment à titre personnel d'avoir été extraordinairement chanceux d'avoir pu bénéficier d'une telle opportunité.

J'ai aussi un autre sentiment : celui d'avoir appris beaucoup de choses, notamment le sens de l'engagement de nos militaires.

30 juin 2015

15h40 : je suis autorisé à poser ma sixième question au gouvernement sur le thème du chômage. 1,1 million de chômeurs en plus en trois ans, toutes catégories confondues, la situation est tout simplement effrayante comme sont effrayantes la dérive des comptes publics, la flambée de l'endettement. Personne n'en parle, silence... Ma question n'est pas sous les feux de l'actualité. Celle-ci est très dense : nous sommes à quatre jours du référendum grec et quelques jours après les attentats au cours desquels un chef d'entreprise isérois a été décapité et trente-sept personnes assassinées sur une plage de Tunisie. Pour moi, la France est désormais un pays en danger : danger islamiste, des milliers de kalachnikovs circulent dans nos banlieues. Une seule sur une plage a tué des dizaines de personnes. Le pays est aussi en danger car une simple remontée des taux d'intérêts serait une catastrophe. Un point, c'est à terme 5 milliards d'euros d'intérêts supplémentaires sachant que les collectivités locales seront mises à genoux pour à peine 11 milliards d'euros d'économies.

Soir : séance de nuit sur la loi NOTRe. Nous discutons de SRADDET (schéma régional d'aménagement...), un machin d'une complexité rare, pur produit de la technocratie ministérielle. Les débats sont hallucinants, aux antipodes de l'élémentaire bon sens qui permettrait de faire avancer ce pays.

1^{er} juillet 2015

Je prends le petit-déjeuner à la buvette, à la table de Jérôme Chartier, proche de François Fillon. L'homme est brillant, élégant et toujours courtois. Le député-maire d'Ajaccio, Laurent Marcangeli nous rejoint. Notre discussion tourne autour de la situation économique et arrivera à une conclusion assez terrible : plus de 20% de la population active est désormais au chômage ou vit sous le seuil de pauvreté.

A 8h50, je suis mandaté pour tenir l'un des cinq bureaux de vote pour les élections internes au groupe Les Républicains qui comptent 198 députés. Constat : ce sont mes troisièmes élections, je connais désormais personnellement tous les députés de mon groupe. Deuxième constat : l'ambiance interne au groupe est totalement apaisée. Pour ma part, je me fais un point d'honneur à voter pour mes collègues alsaciens : Patrick Hetzel, Arlette Grosskost, Sophie Rohfritsch. Je vote aussi pour des collègues lorraines que j'estime comme Marie-Jo

Zimmermann et Anne Grommerch dont j'apprécie la tolérance et le dynamisme. Définitivement hostile à la grande région, je n'en oublie jamais de respecter mes amis lorrains ou champenois pour peu bien sûr que ceux-ci nous respectent. Globalement, je ne vote pas sur un axe Copé-Fillon ou Sarkozy-Juppé, mais en fonction de la sympathie et de la compétence que m'inspirent les candidats.

7 juillet 2015

Il y a des signes qui, parce qu'ils s'additionnent, vous font penser qu'une journée est bonne. Et cette journée me semblait bonne jusqu'au moment où des amis Bretons m'appellent pour m'annoncer la disparition de leur petite-fille. Le destin est parfois cruel : ils avaient déjà perdu une fille. L'Histoire recommence, la peine est immense. Une seule question hante mon esprit : pourquoi ?

A 16h, première réunion de la commission d'enquête sur la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités. Cette dernière était proposée par un communiste du groupe « Gauche Démocrate et Républicaine » : le député Sansu. Les socialistes sont venus au grand complet, ils demandent d'abord à faire changer le nom de la commission d'enquête en remplaçant les termes « baisses des dotations » par « évolution des dotations ». Contrairement à la tradition, ils proposent un candidat pour être rapporteur contre le candidat communiste à l'origine de la commission d'enquête. La ficelle est grosse. Au moment du vote, le député Sansu obtiendra 13 voix contre 8, ce qui constitue pour les socialistes une véritable humiliation. Les Républicains, l'UDI, les Verts ont voté communiste. Et même un ou deux socialistes par le biais du vote secret. Nous avons désormais six mois pour remettre un rapport : j'espère que ce travail sera fructueux. Chose rigolote : le maire de Versailles, le maire d'Ajaccio tout comme moi avons voté communiste pour la première fois : je dirai donc à notre rapporteur qu'il est un homme de consensus parce que c'est la première fois qu'un descendant de Lénine est soutenu à la fois par le successeur du roi Soleil et l'héritier de Bonaparte.

8 juillet 2015

Dans l'ascenseur, je rencontre Olivier Dussopt, député-maire socialiste d'Annonay et rapporteur de la loi NOTRe. Nous prenons quelques instants pour discuter et je lui conseille de lâcher un peu de lest sur le seuil des intercommunalités. Il me confie vouloir rester à 20 000 pour la commission mixte paritaire qui doit se réunir le lendemain. Toutefois, il est prêt à de nombreux arrangements pour que le seuil soit le plus souple possible. Le lendemain, nous apprendrons que le seuil aura finalement été abaissé à 15 000 habitants dans le cadre d'un accord assemblée-sénat adopté par le Gouvernement. Enfin une éclaircie dans cet entrelacs de textes et de mesures qui affaiblissent chaque jour un peu plus nos collectivités locales.

Chose amusante : nos Sénateurs alsaciens se sont piqués d'une canonnade de mails à l'ensemble des élus sur cette question. Le Sénateur UDI d'un côté, les Sénateurs Républicains de l'autre, soulignent cette évolution positive. Je me permettrai de rappeler aux élus de notre

territoire que la CMP propose un texte qui repasse au Sénat puis à l'Assemblée Nationale, cette dernière ayant le dernier mot. Un peu de prudence ne fait pas de mal...

14 juillet 2015

La cérémonie militaire au fort de Mutzig aura permis au colonel Montant du 44^{ème} régiment de transmissions de remettre à Jean-Luc Schickele, maire de Mutzig, la plaque de commandant, et à moi-même la plaque de colonel de la réserve citoyenne.

Humour et amitié nous ont permis de vivre un bon moment, l'émotion, la vraie était réservée pour les militaires distingués pour leur engagement. Par ailleurs, j'ai une pensée pour celle et ceux qui, loin de leurs foyers, défendent la France en opération extérieure.

15 juillet 2015

Entre le bal à Molsheim et le train au petit matin, j'ai eu le droit de dormir environ 3 heures 30. En commission, nous auditionnons le PDG d'Air France, entreprise à la belle histoire dont j'ai beaucoup de mal à discerner quel peut être l'avenir.

Cet après-midi, nous votons sur le protocole de sortie de la crise grecque. J'étais surpris hier soir de voir à quel point mes concitoyens étaient hostiles à l'idée de payer pour les Grecs. Nous payerons 22% de 85 milliards d'euros, alors que nous avons déjà plus de 40 milliards d'engagements que nous ne reverrons jamais. Parce que je suis européen et que je défends l'euro, je voterai non. A terme, ce mauvais accord affaiblira l'euro. Lorsque la gangrène gagne, il faut couper, et ce n'est pas faire injure à la Grèce que de le dire ainsi.

Mon collègue Claude Sturni pense la même chose et votera oui, ce que je comprends parfaitement car les situations sont souvent loin d'être simples. Le groupe Républicains est très partagé et c'est avec beaucoup de sagesse que le président Jacob nous laisse une totale liberté de vote. Bien sûr, le texte sera adopté, mais lorsque la prochaine crise viendra – et elle viendra, j'en suis persuadé – je ne serai pas en porte-à-faux.

Pendant le discours du Premier Ministre, je me suis placé sous la tribune au premier rang. J'ai décidé d'interpeller sans ménagement Manuel Valls qui fait une fois de plus de la politique politicienne. Il rend hommage à Tsipras, ce manipulateur professionnel à la tête de premier de la classe. Il est dénigré à peu près partout en Europe mais est devenu une sorte de héros de la gauche française. A plusieurs reprises, j'apostrophe le Premier Ministre en lui demandant « *Ça coûte combien par Français ?* » Manuel Valls jongle avec les milliards, joue avec l'argent des Français, prend la posture de défenseur des Français et une fois de plus le bateau France s'enfonce dans le marasme.

Il y a quelques jours, le conseil départemental a décidé de supprimer, entre autres, les aides aux classes vertes : 300 000 € d'économies, parce que la situation devient insupportable au regard des baisses de dotations d'Etat. Là, l'Etat bazarde 22 milliards et cela passe comme une lettre à la poste. Décidément, ce pays est fou.

21 juillet 2015

Le Préfet Stéphane Bouillon vient d'être nommé préfet de PACA et quitte l'Alsace dans l'urgence la plus absolue. Son successeur Stéphane Fratacci vient du département du Doubs et a lui aussi été nommé très rapidement. Il a décidé, avant même de prendre son poste à Strasbourg, de rencontrer à Paris tous les députés et sénateurs alsaciens. Mon rendez-vous étant fixé avant le déjeuner, j'ai choisi de l'inviter, ce qui permet un échange simple, décontracté, intéressant. Cet homme m'inspire confiance, je lui souhaite de réussir au service de l'Alsace.

En sortant du restaurant de l'Assemblée Nationale, je rencontre Xavier Peltier (un de nos anciens sous-préfets) et Antoine Herth qui déjeunent ensemble. Ce sont deux supporters engagés auprès de Bruno Le Maire. J'apprécie ces deux hommes pour leur loyauté, leur sincérité et leur droiture. Je respecte leur patron, même si à titre personnel, j'ai fait d'autres choix et partagé d'autres amitiés. Xavier Peltier, notre ancien sous-préfet, travaille toujours à Paris, dans un service de direction de la police nationale. Son court passage en Alsace, reste cela dit, très positivement ancré en lui.

Demain après-midi, ce sera la fin de la session parlementaire. A titre personnel, je regagnerai notre circonscription dès le matin pour des raisons familiales. Ce soir, Christian Jacob offre un pot à tous les députés du groupe. Cela sent les vacances, je continuerai au cours de l'été à être présent sur le terrain, à travailler quelques textes et à préparer notre déplacement vers l'îlot de Tromelin. J'aime beaucoup l'Assemblée Nationale, mais j'avoue ne pas être malheureux d'une coupure de quelques semaines. J'y reviendrai en septembre plein d'enthousiasme, je l'espère.

3 septembre 2015

Les éleveurs subissant un véritable drame économique ont choisi de manifester à Paris et d'y mener 1 500 tracteurs. Dans notre département, les responsables agricoles ont demandé aux parlementaires d'être présents lors de leur passage devant l'Assemblée Nationale. Je décide donc de faire l'aller-retour dans la journée en train, ce qui me permettra aussi de trier le courrier, de ranger mon bureau, de faire des photos pour la future plaquette du député, de rencontrer quelques collègues et de tenir une réunion de travail avec la coordinatrice de mon groupe d'études sur les Pôles et les Terres Australes. Cette rentrée deux semaines avant la rentrée parlementaire me permet de me remettre dans le bain après un été où je n'ai pas pris de vacances.

Lors de la rencontre avec les agriculteurs, je revois les responsables bas-rhinois : jeunes, talentueux. Je retrouve aussi deux collègues qui ont fait le déplacement : Sophie Rohfritsch et Antoine Herth. Antoine Herth, agriculteur lui-même, prendra la parole au nom des députés

républicains, sur un sujet qu'il connaît sur le bout des doigts. Moment sympa : nous montons rapidement dans mon bureau avec les Alsaciens pour boire une bouteille de muscat qui m'a été offerte ce printemps. Moment de convivialité partagé qui débouche toujours sur des discussions utiles pour moi afin de mieux appréhender les problématiques des milieux professionnels que je représente.

15 septembre 2015

Aujourd'hui, c'est la vraie rentrée. Première réunion, celle du groupe. La guerre contre Daech, la crise migratoire constituent quasiment l'unique sujet. François Fillon fait une intervention très pertinente. Nicolas Sarkozy, comme toujours, est brillant. Quelques collègues experts sur le sujet, nous apportent des éclairages bien utiles, comme Pierre Lellouche. Puis vient le tour de Bruno Le Maire, très remarquable sur la forme, il demande, sur un ton guerrier, un engagement militaire de l'armée française en Syrie. Je suis en désaccord avec ce qui vient d'être dit, il est facile de jouer avec la vie de nos soldats, surtout lorsqu'on fréquente les confortables salons de la République. Au cours de cette réunion, je prendrai la parole pour dire le sentiment d'overdose, voire de rejet que commence à provoquer chez nos concitoyens le matraquage médiatique inhérent à la détresse des migrants. Je soulignerai aussi devant François Baroin, président de l'Association des Maires de France, l'utilité des manifestations de maires qui sont prévues car nos concitoyens ne mesurent pas les difficultés budgétaires auxquelles ils sont confrontés et pourraient leur faire un jour le reproche de l'inaction alors qu'ils ne sont pas à l'origine de l'étranglement financier des collectivités.

A midi, je rencontre mon collègue Antoine Herth que j'apprécie beaucoup. Très proche de Bruno Le Maire, je demande au soldat Herth à quelle heure il compte sauter sur Damas, ce qui le fait bien rire.

16 heures : débat dans l'hémicycle sur l'engagement de forces aériennes pour des vols de reconnaissance au-dessus du territoire syrien. Valls nous fait un discours exceptionnellement mou, sans passion, et presque sans fond. Les interventions des différents orateurs sont laborieuses. Il n'y a pas de vote. Pour autant, nous sommes heureux de nous retrouver dans les rangs avec de nombreux collègues, ce qui n'engendre pas la morosité.

En Commission, nous parlerons du Grand Paris Express : des dizaines de kilomètres de lignes de métro autour de Paris, plus de 30 milliards d'euros à financer, 1,5 million d'habitants supplémentaires pour l'agglomération de Paris. Si le projet est bon, je trouve que les réflexions qui l'accompagnent sont bien légères et le pari bien audacieux.

Avant le repas, j'ai rencontré Jean-François Copé qui vient d'être relaxé dans l'une des deux affaires dans lesquelles il était mis en cause. J'ai toujours trouvé qu'il avait été injustement boxé et broyé par les médias. Son soulagement me fait plaisir, je crois qu'il a les mains propres et j'espère que cela se vérifiera dans les mois à venir car c'est un beau talent pour

l'avenir du pays. Cela dit, je suis frappé du petit « coup de vieux » qu'il vient de prendre. Il me semble que les reproches qui lui sont faits l'ont bien plus marqué qu'il veut bien l'admettre.

20 heures. De retour à l'Assemblée, je me décide à faire mon lit, les draps ayant été lavés. La taie d'oreiller et le drap-housse sont à moi, je les ai rapportés de Molsheim, le drap supérieur est à l'Assemblée Nationale. Mais là, drame ou accident : le service intérieur a oublié de me fournir une couverture propre. Ce n'est pas sans compter sur l'efficacité de mon attaché parlementaire qui a fait le tour de la maison pour trouver rapidement ce qu'il faut malgré l'heure tardive. Je peux donc terminer de faire mon lit. On peut serrer la main de Sarkozy à midi, discuter avec un ministre dans un couloir et faire son lit soi-même : cela permet de garder les pieds sur terre.

A l'heure du dîner, je décide de me rendre à la buvette. J'y rencontre mes collègues Frédéric Reiss et Claude Storni qui terminent leur repas avec Guy-Dominique Kennel, tout nouveau sénateur. Je m'assieds avec eux, nous échangeons un peu dans une ambiance très décontractée. Eric Woerth, ancien ministre du budget mais aussi Alsacien de cœur, nous rejoint et me dit sa fierté d'avoir des origines alsaciennes et d'avoir en partie grandi à Heiligenberg. Il nous raconte ses premières rencontres avec Philippe Séguin ou Nicolas Sarkozy. Après le départ de nos collègues alsaciens, Bernard Accoyer, ancien président de l'Assemblée Nationale, se joint à nous. La réforme des retraites est évoquée : celle qui a sauvé le système, celle qui, après avoir été tant combattue par les socialistes, n'a pas été remise en cause par eux. Seul avec mes deux prestigieux collègues, j'écoute la manière dont l'opposition d'alors s'était conduite, opposition menée par un certain Jean-Marc Ayrault, opposition qui a franchi toutes les bornes, tellement plus virulente et vindicative que nous ne le sommes aujourd'hui. Eric Woerth a été un très bon ministre. Terriblement attaqué, il a été mis en examen et attaqué sur deux affaires pour lesquelles la justice l'a totalement blanchi. Cela a pris des années et je me souviens comment il a été ciblé dans l'hémicycle lors des questions au gouvernement. Lors d'une séance, toutes les questions de la gauche ne s'adressèrent qu'à lui et ne portaient que sur son épouse et lui. Je me souviens du caractère ignoble de tout cela, j'avais envie de lui demander si certains qui siègent encore s'étaient excusés auprès de lui. Aucun ne l'a fait sauf le président Claude Bartolone. Je déteste la politique quand elle est un concours de bêtises, de lâcheté, d'hypocrisie...

16 septembre 2015

Journée très chargée puisqu'il y a à l'ordre du jour une Commission du Développement durable, deux séries d'audition de la commission d'enquête sur la baisse des dotations aux collectivités, la séance de questions au Gouvernement ainsi qu'un débat préalable sur l'accueil des migrants. Je distingue désormais bien les choses :

- dans le cadre de la Commission, nous abordons le dossier du tunnel ferroviaire Lyon-Turin ; nous travaillons sur de vrais sujets

- dans la commission d'enquête, nous débattons réellement et j'y apprend beaucoup de choses ;
- dans l'hémicycle, on fait de la politique et la posture est généralement la règle.

Valls a fait un discours sans flamme, le deuxième en deux jours c'est étonnant. Il n'a jamais regardé la droite et pointé sa majorité. Je mesure désormais chez lui toute son ambiguïté entre ce qu'il aimerait dire et faire, et ce qu'il ne peut ni dire ni faire afin que sa majorité n'éclate pas. A chaque fois qu'il donne des signes d'autorité ou de réforme, il compense par des messages de gauche ou des attaques contre le prédécesseur de Hollande pour souder sa majorité. Tout cela donne le sentiment de beaucoup d'approximation, quel dommage.

Petit moment d'humour : dans l'hémicycle, je suis assis au premier rang à côté d'André Schneider et à quelques mètres du ministre des Finances et des Comptes publics Michel Sapin qui s'endort ostensiblement. Je n'hésite pas à prendre une photo : l'homme a bien le droit d'être fatigué mais il est si politique et si cruel...

23 septembre 2015

Je fais le déplacement vers Reims pour me rendre aux Journées parlementaires du groupe avec le député Schneider. Force est de constater que le nombre de trains entre Strasbourg et Reims est réduit à peu de choses. D'ailleurs, la présidente de l'agglo, *Catherine Vautrin*, nous dira qu'il y a 5000 personnes qui font quotidiennement le trajet Reims-Paris quand il y en a 300 ? qui font le trajet Strasbourg-Reims... Reims est une très belle ville.

L'accueil des Parlementaires Républicains (députés, sénateurs et députés européens) y est bien organisé : le premier soir, nous assistons d'abord à un meeting avec les militants locaux. Sarkozy a fait le déplacement. Il aborde sans aucune note le thème des migrants. Il est à mes yeux brillant et lucide mais ses thèses ne font pas l'unanimité parmi les parlementaires. Un repas est organisé dans la très vaste salle de réception d'une cave. Dès notre arrivée, nous traversons toute la salle et nous nous asseyons avec Michel Sordi, député haut-rhinois avec lequel nous avons besoin d'échanger. Catherine Troendle, notre collègue sénatrice, viendra nous rejoindre. Fabienne Keller, qui devait en faire autant, fera finalement trait d'union à la table officielle entre Fillon et Sarkozy. Seuls à trois à une table de dix, nous partions pour passer une soirée alsacienne quand Nathalie Kosciusko-Morizet vient nous demander l'autorisation de s'asseoir avec nous. Après quelques minutes de conversation un peu trop sérieuse, nous choisissons délibérément le ton de la plus franche rigolade et de la détente, moment partagé un peu plus tard avec Daniel Fasquelle, le trésorier national de notre mouvement. Notre rire sera tellement communicatif que les tables d'à-côté viendront s'enquérir des raisons de notre bonne humeur. A titre personnel, je connaissais peu Nathalie Kosciusko-Morizet et ne partageais d'ailleurs pas toujours ses points de vue. Il n'en reste pas moins que nous aurons vécu un vrai moment de rigolade.

24 septembre 2015

Ce matin, au Palais des congrès de la ville : interventions, discussions, travail sur la question des collectivités et de la ruralité. Le sujet est passionnant, les interventions de grande qualité. Ces journées parlementaires sont aussi des moments de travail et d'échanges avec nos collègues au cours desquels nous nous enrichissons réellement. Avec André Schneider et Michel Sordi, nous décidons de sécher les discours politiques de la fin d'après-midi. C'est notre collègue Anne Sander, députée européenne qui accepte de nous emmener dans sa voiture jusqu'à Strasbourg.

Voyage agréable qui nous permet de mesurer l'immensité de cette région, deux fois plus grande que la Belgique. A l'entrée de Strasbourg, les bouchons nous rappellent les retards en termes d'infrastructures de cette agglomération qui se veut encore être capitale européenne. Ce qui m'a le plus frappé dans ce voyage en voiture, c'est le vide des territoires que nous traversons. J'adore la France rurale mais l'absence d'industries est bien symptomatique d'un pays qui va mal. L'autre jour, j'ai vu une statistique effrayante : la France ne compte plus que 2,5 millions d'emplois dans l'industrie, il y en a 7,5 millions en Allemagne...

29 septembre 2015

Après une journée de travail, après l'hémicycle et un débat sur l'avenir de l'agriculture en France et plusieurs heures en commission d'enquête sur la baisse des dotations aux collectivités, je rentre au bureau pour signer des lettres de remerciements à trente-six députés qui ont accepté de cosigner ma proposition de loi relative à l'autoconsommation électrique. Ce texte n'étant pas politique, j'avais décidé de casser les codes voulant qu'à l'Assemblée, on ne propose la cosignature qu'aux députés de la même famille : Républicains et UDI pour nous. A mon plus grand regret, aucun député socialiste, aucun radical de gauche, aucun front de gauche, aucun écologiste n'a cosigné ma proposition de loi. Pourtant, très cohérente avec le concept de transition écologique. Faut-il en rire ou faut-il en pleurer ? Franchement, cela m'attriste.

6 octobre 2015

Après les incidents d'Air France où des cadres ont été molestés, mon avion du matin a été annulé. J'ai donc pris le train pour venir à Paris. J'apprécie cette alternative, parfois le train, parfois l'avion. Même si dans le train, il est quelquefois plus difficile de trouver quelques moments de tranquillité.

Cela dit, pour une fois, j'ai pu travailler correctement pendant tout le trajet.

Dans l'hémicycle, nous rendons hommage aux 21 morts des inondations du Sud de la France. Pour le reste, c'est le train-train des questions de commande pour la gauche, des questions déstabilisatrices pour la droite, avec leur lot de réponses bien souvent dénuées de finesse ou de talent. En cette période, j'apprécie énormément le travail de notre commission d'enquête sur la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales. Je suis choqué de voir que beaucoup de députés, toutes tendances confondues, qui se sont inscrits ne viennent pas y

apporter leur contribution. Dès lors, pourquoi s'inscrire ? Le président de la mission est socialiste, humainement sympathique, mais gardien de l'orthodoxie gouvernementale. Je m'amuse à politiser mes interventions, il se sent à chaque fois obligé de corriger mes propos, certes avec talent mais souvent avec si peu d'arguments.

J'ai appris aujourd'hui une chose que je ne savais pas : alors que nous ne sommes qu'à un tiers des baisses prévues des dotations aux collectivités, l'offre en terme de transports publics s'est contracté en une seule année de 2,5%. Jusqu'à présent, nous entendions un discours de bisounours : en rationalisant leur gestion, les collectivités pourront absorber les 30% de baisse des dotations de l'Etat. Non, cela est clair : moins d'argent, c'est moins de services et plus de chômage.

Dans le bâtiment où se situe mon bureau, j'ai assisté à une scène surprenante : Delphine Batho, ancienne ministre socialiste et Marion Maréchal Le Pen arrivent toutes les deux vers le sas de sécurité qui nous permet de sortir du bâtiment. Alors qu'elles allaient se retrouver dans un espace confiné, pas un bonjour, pas un regard échangé. J'ai le sentiment qu'il y a une bonne part de mépris mutuel. A titre personnel, je m'évertue à saluer tout le monde. Si j'ai des adversaires, je souhaite les battre dans les urnes, et ne pas faire de mon engagement un concours du plus malpoli. Je suis d'ailleurs surpris par le nombre de parlementaires qui ne savent pas dire bonjour.

Le soir, nous nous retrouvons au Sénat pour le dîner mensuel de ce qui est appelé pompeusement le dîner des grands élus alsaciens : députés, sénateurs, députés européens, et présidents des trois grandes collectivités. Nous parlons de Morano et de sa sortie très calculée, nous parlons de la campagne des régionales pour laquelle je m'efforce de ne pas exprimer mon malaise, nous parlons enfin de politique générale dans une ambiance feutrée.

Le plus amusant est notre retour à pied vers l'Assemblée avec les députés Sturni, Sordi, Christ et Straumann. Nous marchons, nous échangeons, nous nous amusons, puis enfin nous nous égarons. Après un gros détour et trois ou quatre kilomètres de marche nocturne, nous arrivons vers nos résidences respectives dans une bonne humeur générale.

7 octobre 2015

Petit déjeuner à la buvette. Je revois pour la première fois l'épouse de Patrice Prat, député socialiste du Gard, que je connais depuis plus de vingt ans. Nous passons un petit moment sympathique ensemble puis je vois Nicolas Sansu, président de notre commission d'enquête sur la baisse des dotations. Nous échangeons pendant une demi-heure avec ce député maire de Vierzon, communiste et humainement sympathique. Quelques instants après, nous rejoindrons un autre député communiste : Patrice Carvalho, membre de ma commission. Nous sommes politiquement aux antipodes... Ce qui n'empêche pas d'échanger agréablement. Hier en Commission du Développement durable, un intervenant nous a bien fait sourire en appelant Nicolas Sansu « Monsieur Sans sous » : cela nous a valu un vrai moment d'hilarité tant le maire de Vierzon dirige une collectivité au budget difficile à équilibrer.

13 octobre 2015

Après une première réunion à l'Assemblée, je me rends dans une mairie d'arrondissement de Paris pour suivre les travaux du groupe de réflexion de Copé sur l'avenir du droit du travail. Je vois là des chefs d'entreprises, des juristes, des proches de Copé, qui analysent lucidement la situation et font des propositions très audacieuses. J'interviens pour dire qu'en cas d'alternance, il faudra aller vite car c'est dans les 100 premiers jours d'un mandat que les choses se font ou ne se font pas. Je souligne aussi que braquer la société, créer des antagonismes violents, peut être source de plus de blocages que de réussites. Il est vrai que le chemin entre courage et pragmatisme devient de plus en plus étroit.

De retour à l'Assemblée, je dîne à la buvette avec trois collègues. Bruno Le Maire vient nous rejoindre. Sympathique, décontracté, charmeur, il a la même stratégie que François Hollande il y a quelques années : créer de la proximité avec un grand nombre d'entre nous. Le soir à la tribune, il interviendra dans le cadre de la direction générale sur le budget 2016. Il le fera sans notes, avec grand talent. Au cours de cette discussion où le déficit de l'Etat est réduit de un milliard d'euros – ce qui est risible –, alors que les artifices sont multipliés, j'entends les députés socialistes multiplier les discours auto-satisfaits. J'en viens à me demander si le cannabis est en vente libre. En revanche, j'entends aussi quelques collègues socialistes introduire la toxine des frondeurs dans le débat parlementaire, s'appuyant désormais sur un amendement de Jean-Marc Ayrault, l'ancien Premier Ministre, ce qui n'est pas sans gêner le Ministre des Finances Michel Sapin et le Secrétaire d'Etat au budget Christian Eckert.

14 octobre 2015

Je me rends en bus au Sénat pour un petit déjeuner avec mon homologue président de la mission Arctique, Antarctique et TAAF de la haute assemblée, qui accueille Madame Pozzo di Borgo, préfète et administratrice supérieure des TAAF.

Depuis quelques mois, nous travaillons sur un déplacement de quelques jours à La Réunion et sur l'île de Tromelin. Ce petit déjeuner est l'occasion de mettre au point ce projet.

Cette journée a un sel particulier car n'ayant pas pris de vacances de tout l'été, je quitte l'Assemblée pour partir quinze jours en Amérique Latine changer d'air et me reposer. La République n'ira pas plus mal si je ne suis pas là.

3 novembre 2015

Ce début d'automne a été marqué par la disparition de ma grand-mère dont j'étais proche. C'est donc avec un plaisir très particulier que le lundi 19 octobre, je suis parti pour deux semaines afin de découvrir le Guatemala et son voisin, Belize. J'aime les voyages, j'ai ainsi pu fréquenter d'une manière ou d'une autre une cinquantaine de pays d'Europe ou du monde,

ce qui constitue à chaque fois pour moi un enrichissement culturel. Revenu dimanche soir après 28h30 de déplacement, j'ai repris mon activité en mairie dès lundi matin et suis venu dès mardi à 9h30 à l'Assemblée Nationale.

Petite rencontre avec Jean-François Copé, réunion de groupe, déjeuner avec le président du groupe Christian Jacob et, à 15h, les Questions au Gouvernement. Manuel Valls se comporte en donneur de leçons. S'il est talentueux, il devient de plus en plus arrogant, mais son action patine, aucune vraie réforme n'était à l'horizon. Le jeu des Questions au Gouvernement est un exercice sous haute tension mais pas toujours de très bon niveau, loin s'en faut. Le débat est marqué par la campagne des élections régionales. Après la très large victoire aux municipales et aux départementales, le centre-droit partait très confiant à cette élection. Cela dit, le mode de scrutin et la montée du Front National font progresser le stress.

Le soir, je me suis retrouvé au repas mensuel des parlementaires alsaciens en présence de Philippe Richert qui nous explique les grandes lignes de sa campagne. Cette période est pour moi extrêmement douloureuse tant je suis révolté par ce projet de grande région. L'ambiance est bonne, chaleureuse. Nous rentrons à pied avec Eric Straumann et Jean-Louis Christ, notre traversée nocturne de Paris est comme toujours un vrai plaisir.

4 novembre 2015

Petit déjeuner avec l'ambassadeur de Slovaquie. Celui-ci s'excuse, le président du groupe d'études nous explique les modalités du déplacement qu'il organise vers ce pays. Je ne pourrai faire ce déplacement et sincèrement, je le regrette. Cela aurait été mon premier déplacement en tant que parlementaire vers un pays étranger. Je suis sidéré par une collègue socialiste qui nous fait part de tous les voyages auxquels elle a participé depuis le début de la mandature. Je comprends qu'elle soit favorable au non-cumul des mandats.

A 9h30, je vais dans ma commission qui auditionne le PDG d'Air France. J'entends son discours très général, que peut-il dire, sachant que chacun de ses mots sera observé par les organisations syndicales.

De 11h à 13h, je siége au sein de la commission d'enquête sur la baisse des dotations. Nous recevons des intervenants passionnants. Mais dans la mission, le jeu de rôle est parfait. Mes collègues socialistes vivent dans un monde idéal. Les collectivités vont bien. Ils sont ailleurs et font de la politique.

A la fin d'une audition, je discute avec un intervenant en aparté. Il me confirme qu'au début du mandat, le gouvernement n'avait aucun projet, aucune vision de la réforme qu'ils mettraient en œuvre. De ce grand vide est née une réforme bâclée, inutile et déstabilisatrice. La France avait quatre niveaux de collectivités, elle en a toujours quatre, parfois cinq dans les périmètres des métropoles. Quelle tristesse !

13 novembre 2015

Je rentre en deuxième partie de soirée chez moi et mécaniquement, j'allume la télé, cherchant la chaîne qui diffuse le match France-Allemagne. Et, je vois apparaître un bandeau : « *Paris : 13 morts dans une fusillade* ». Comme beaucoup de Français, je passerai une grande partie de la nuit à aller d'une chaîne d'info à l'autre, de TF1 à France 2. Ces attentats ne me surprennent pas. Depuis ceux de Charlie au mois de janvier, les attentats islamistes se sont multipliés dans le monde et en France, au moins huit tentatives ont été déjouées. Le remarquable travail de nos forces de l'ordre nous a laissés baigner dans la douce illusion d'une sécurité intérieure qui n'existe plus. Dès que j'ai su que les terroristes étaient enfermés au Bataclan, j'ai imaginé le pire : une salle de spectacle est un lieu dont il est difficile de s'échapper et l'objectif des terroristes est de faire un maximum de morts afin de nous téтанiser et de nous soumettre. En pensant aux morts, à leurs familles, c'est une immense tristesse qui m'assaille.

14-15 novembre 2015

Je serai très présent sur le terrain ce week-end : concerts, manifestations, matchs sportifs... Et ce qui m'étonne le plus, c'est qu'après les 17 morts de janvier, la France était sidérée et plongée dans la peine. Là, il y a près de 130 morts, et si la peine est réelle, je ressens d'abord une exigence de sécurité, de décisions, de réactions. Nos concitoyens veulent vivre, mais ne veulent ni de mots, ni de larmes : ils veulent des décisions et du courage. Il y a beaucoup de maturité et de détermination dans les propos que j'entends et cela me reconforte beaucoup.

16 novembre 2015

A 16h, le Parlement est convoqué à Versailles afin d'entendre le Président de la République et les présidents des groupes parlementaires des deux assemblées. Ce matin, je devais recevoir un entrepreneur de la vallée de la Bruche et visiter l'usine BestFoods. J'annule tout et prends un TGV dans l'urgence. En passant au nord de Strasbourg, mon collègue Claude Sturni me montre où a eu lieu l'accident du TGV d'essai qui a fait entre dix et quinze victimes ce week-end, accident dramatique dont on a assez peu parlé au regard de l'actualité nationale. Nous sommes véhiculés de l'Assemblée vers le château de Versailles fermé au public en bus et escortés par de très efficaces motards. Dégagés des flots de la circulation, il nous faudra moins d'une demi-heure pour arriver au château, lieu toujours aussi magique. Je pénètre dans cet immense hémicycle pouvant contenir les deux assemblées, lieu chargé d'histoire où je viens pour la première fois. Le lieu est beau mais les banquettes sont souvent défoncées et l'assise très inconfortable. Le protocole est cadré, le Président entre à l'heure précise. Nous nous levons, il s'exprime. En cette heure, je respecte le chef de l'Etat, la fonction, je l'écoute et je suis triste.

- Triste parce que les mesures qu'il annonce auraient dû être prises après les attentats du mois de janvier. 10 mois de retard dans l'action...
- Triste parce que j'ai toujours pensé que Bachar El-Assad était un monstre mais son armée est avec les Kurdes les seuls opposants terrestres à la progression de Daech. Or

la position de la France semble changer : sans le dire, le Président s'est toujours trompé.

- Triste parce que les mesures annoncées seront insuffisantes. Il y a quelques jours, je suis passé aux Etats-Unis pour aller au Guatemala. Des appareils automatisés font des photos de votre visage, les empreintes digitales de quatre doigts sont scannées, et si vous êtes sur une liste de suspects, vous n'entrez pas dans le pays, point à la ligne. En France, la biométrie n'est pas au service de la sécurité et ne le sera pas.
- Triste parce que le Président n'a semble-t-il pas prononcé le mot « Islamisme » ni le mot « banlieue » où sont nés de multiples terroristes. Cette capacité que nous avons à ne pas dire les choses, à ne pas nommer les choses, par peur de dépasser le politiquement correct ou de fustiger des concitoyens est absolument dramatique.
- Triste enfin que le Président ait trouvé une martingale pour ne plus parler des déficits en disant qu'au pacte de stabilité, il préfère le pacte de sécurité. On l'a compris, un chargé de com' a trouvé une formule, mais la France va s'enfoncer une fois de plus dans le déficit et cette fois personne au regard du contexte ne pourra rien dire. C'est dramatique pour notre avenir et pour tout dire assez irresponsable.

17 novembre 2015

Réunion de groupe. Le président du parti est là, les ténors s'expriment les uns après les autres. Sarkozy, Fillon, Le Maire, Wauquiez, tous font des interventions solides, preuves de cultures et de corps intellectuels bien ordonnés. Toutefois, à la sortie de la salle, nous n'avons pas fixé de ligne politique et je le sens très vite : cela nous fait défaut. Je prends la parole après les ténors et j'explique à mes collègues que nos débats d'experts ne sont pas ceux de nos concitoyens qui ne sont pas et ne se prennent pas pour des sachant. De mon point de vue, et dans le contexte si particulier, les Français ne comprendraient pas que nous ne votions pas la réforme constitutionnelle, même si la réforme est modeste et que le calcul politique du président est évident. Par contre, je souligne que notre mission est d'interpeller le Gouvernement pour savoir pourquoi ce qui n'a pas été mis en œuvre après le mois de janvier devait l'être aujourd'hui. Pourquoi nos propositions dénoncées hier sont acceptables aujourd'hui. La responsabilité du pouvoir est de ne pas avoir su réagir quand il le fallait aux enjeux réels.

15h. L'hémicycle est plein pour les questions au gouvernement. L'unité nationale est rompue, Valls nous provoque, nous tombons dans le panneau : l'image pour nos concitoyens en sera lamentable. Mais Valls non plus ne sortira pas grandi : brillant comme bien souvent, il nous a fait une fois de plus une colère incontrôlée, ses mains tremblent. Assis au deuxième rang, je vois que cet homme a un vrai problème avec tout ce qui ressemble de près ou de loin à une contestation de son autorité.

18 novembre 2015

Les commissions, les missions sont annulées. Il est interdit à des tiers de pénétrer dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale. Ce matin, les forces de l'ordre sont intervenues à Saint Denis et ont fait preuve encore une fois d'un admirable courage. J'ai décidé de travailler à mon bureau et de rester jusqu'aux questions au Gouvernement à 15h. Dès la séance finie, je rentrerai en train avec Claude Storni, ayant organisé à 20h une réunion avec des collègues élus. Par contre, je reviendrai demain à la première heure car nous voterons la prorogation de l'état d'urgence, et je n'imagine pas ne pas participer à un tel vote.

21h45, je vais travailler en mairie jusqu'à près de 23 heures dans ce grand bâtiment complètement vide. J'occupe mon bureau de maire depuis plus de vingt ans et je mesure à quel point un bâtiment plein de vie en journée peut paraître lugubre en ces heures tardives. Avant de me coucher, je consulte la presse. Je vois les visages des victimes, leurs noms, leurs âges, leurs professions, leurs passions. Parler de morts, d'un nombre de morts est une chose. Voir ces concitoyens privés du droit de vivre est une autre affaire. Pour la première fois, je ne ressens plus de force, de volonté et de détermination, mais, la peine, simplement de la peine.

19 novembre 2015

5h45 : debout. Je reprends le train pour Paris où j'arriverai à l'Assemblée pour 10 heures. L'état d'urgence ayant été prononcé, je n'imaginai pas ne pas être présent pour voter sa prorogation. Dans mon esprit, les choses sont simples : nous sommes en démocratie, l'exécutif au pouvoir que je combats pour ses non-choix, son attitude politicienne et la médiocrité de sa politique, est pleinement légitime. La mission de toutes les autorités publiques est de tout faire pour faciliter la sécurité des Français. Mon rôle n'est donc en aucun cas d'entraver le travail du Président et du Premier Ministre, c'est le sens de mon vote et le sens de ma présence. A 13h55, je reprendrai le train, ayant deux grosses réunions en mairie et besoin de travailler avec mon attaché parlementaire. Tout cela sera fait en temps et en heure. Mais cette semaine restera comme l'une des plus marquantes de ma jeune mission de député. J'aurai été au congrès à Versailles et j'aurai participé à ce vote que je crois historique, j'ai vu mon pays souffrir et trouver la force de se battre.

La vie continue.

Au cours du débat, malgré la gravité du sujet, il se peut que l'humour regagne un peu d'espace. Ainsi, de la tribune, le Président s'exprime et lâche à l'Assemblée un « Chers camarades » qui fera rire dans les travées. Le président de l'Assemblée s'est cru à une assemblée de son parti. Plus discrètement, ayant un petit besoin, je me rends vers les toilettes. Dans les longs couloirs, devant moi, Madame Taubira marche d'un pas déterminé vers le même lieu. Elle est suivie par deux conseillers ministériels qui tentent de s'adresser à elle. Arrivant devant la porte des toilettes, les conseillers un peu troublés s'arrêtent net. La ministre surprise se retourne et comprend le côté cocasse de la situation. Arrivant à ce moment, elle affiche un grand sourire sympathique. Je lui dis que si les conseillers l'avaient suivie au-delà de la porte, je l'aurais signalé au Canard, ce qui la fait bien rire.